



INFO LUTTES

Montreuil, le 15 octobre 2025

LA CGT PROPOSE, LES CHEMINOTS DÉBATTENT, NOUS AGISSONS ENSEMBLE !

Un gouvernement vient d'être désigné pour la seconde fois par le premier ministre Sébastien LECORNU, qui a prononcé mardi 14 octobre son discours de politique générale.

La ligne budgétaire reste inchangée : faire payer la crise au monde du travail tout en protégeant les profits et les dividendes.

L'heure reste donc à la mobilisation et à la lutte !

LES PDG PASSENT, LES TRAINS ROULENT TOUJOURS !

La démission du Président Directeur Général du groupe SNCF, promu ministre du Travail, et l'attente de la nomination officielle de son remplaçant ne changent rien : les cheminots subissent toujours une politique d'austérité dévastatrice pour le service public ferroviaire !

Les quatre organisations syndicales représentatives de la SNCF dénonçaient ensemble, dans l'appel du 18 septembre dernier, les conséquences de la poursuite aveugle de la libéralisation forcée du ferroviaire. Pour l'heure, aucun infléchissement de la politique à l'œuvre n'est annoncé : nos revendications sont donc plus que jamais d'actualité !

C'est pourquoi la Fédération CGT des cheminots a déposé ce mercredi 15 octobre une DCI sur le périmètre du GPU, afin de nous permettre d'agir localement comme nationalement sur :

- Le blocage et l'abrogation de la réforme des retraites ;
- La remise en cause du fonds de concours qui prive les cheminots de perspectives d'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, se matérialisant notamment par une austérité salariale ;
- L'arrêt du processus de filialisation et de balkanisation de l'entreprise en filiales FRET et voyageurs ;
- Le repositionnement d'HEXAFRET sur les flux abandonnés, et de réelles garanties de développement pour le FRET public SNCF ;
- L'exigence d'une loi de programmation pluriannuelle des investissements dans l'infrastructure ;
- Des mesures significatives pour améliorer la sécurité ferroviaire et celle des personnels ;
- La dotation activités sociales et culturelles à 3 % de la masse salariale des Actifs et à 1 % concernant les retraités.



▶ LA MOBILISATION S'IMPOSE !

Si le nouveau premier ministre a annoncé la suspension de la réforme des retraites Borne, la réalité est qu'il ne concède que le décalage de son application, de quelques mois seulement. Cela reviendrait à confirmer les 64 ans au mépris de la mobilisation de millions de travailleurs et de travailleuses depuis 2 ans et demi, ce qui serait inacceptable !

Pour la CGT, décaler n'est pas bloquer, ni abroger. **L'heure n'est ni à la retraite à point ni à la capitalisation mais à l'abrogation de la réforme des retraites à 62 ans, 9 mois et 170 trimestres !**

Le monde du travail ne tombera pas dans le piège : la réouverture d'une conférence sur les retraites, en posant comme préalable des mesures d'économies drastiques, n'est pas de nature à donner des gages d'avancées de droits à la hauteur des revendications des salariés et des retraités.

Quant au projet de budget, comprenant notamment le gel des prestations sociales et des salaires des fonctionnaires, la désindexation des pensions, la suppression de plus de 3 000 postes dans la fonction publique, le doublement des franchises médicales et la baisse du budget de la santé, il demeure une violente cure d'austérité.

La logique libérale ne varie pas : faire payer la crise au monde du travail, préserver le capital et tendre une nouvelle fois la main au patronat.

La CGT appelle d'ores et déjà les parlementaires à combattre toutes ces régressions, et cela devra être appuyé par la mobilisation large et massive des salariés et retraités de notre pays, dans la continuité des actions des 10 et 18 septembre et du 02 octobre.

**POUR LA CGT, LE COMBAT CONTINUE
ET LA MOBILISATION S'IMPOSE :
ILS ONT REULÉ DE QUELQUES PAS,
RENVOYONS-LES DANS LES CORDES !**

